

Les femmes africaines s'expriment en faveur de l'agroécologie

OFURE ODIBELI



Anna Rungwe, une agricultrice de Zimuto, dans la province de Masvingo au Zimbabwe, présente ses graines lors d'un « Good Food Festival ». Photographie de Paidashe Mandivengerei

Une [étude de 2021 de la FAO](#) des Nations Unies, a conclu qu'environ un tiers de la nourriture mondiale est produite par de petits exploitants agricoles sur moins de deux hectares de terres. En Afrique subsaharienne, le pourcentage est beaucoup plus élevé, avec environ 60 % de la population engagée en tant que petits exploitants agricoles dans la production et la transformation des aliments. Au moins la moitié de ces agriculteurs sont des femmes qui jouent un rôle crucial dans la chaîne alimentaire. Les femmes africaines se spécialisent dans l'ensemencement, le désherbage, le repiquage, la récolte, le travail post-récolte, la transformation, la commercialisation et, dans certaines régions, la préparation des terres. Elles préparent également des fruits de la forêt, du poisson d'eau douce et des produits de l'élevage, pour la consommation de leurs familles et communautés.

[Les femmes ont une relation particulière avec les semences en tant que trieuses, épargnantes et partageuses.](#) Les semences saines sont la source et la force des plantes et des animaux qui sont au cœur des systèmes alimentaires communautaires. En Afrique rurale, aussi longtemps que les agricultrices se souviennent, elles-mêmes, leurs mères, leurs grands-mères et leurs propres filles, ont regardé leurs plantes pousser, pour ensuite choisir les graines de plantes individuelles les plus saines et les plus savoureuses à récolter. Ces semences produiront, dans les années à venir, de manière fiable, les légumes, les aromates, les arachides, les haricots et les céréales, qui favorisent la croissance et la santé de leurs propres familles et communautés. A travers leurs divers rôles, elles s'assurent que les collectivités et les régions sont en sécurité alimentaire, en meilleure santé, plus dynamiques, et capables de contribuer davantage à l'économie du pays.

Pourtant, les réalités quotidiennes des femmes paysannes, pastorales et autochtones africaines sont dures, et elles sont devenues [encore plus contraignantes au cours des deux dernières années avec la pandémie de la COVID-19](#). Bien que leur rôle en tant que productrices et fournisseurs de denrées alimentaires soit reconnu à un niveau élevé par l'Union africaine, les Nations Unies et certains gouvernements africains, une grande partie des femmes rurales subissent une marginalisation extrême, l'exclusion de la prise de décision, le refus de ressources essentielles telles que la terre, l'eau, le crédit, l'information et les technologies, et le mépris de leur connaissance approfondie des circonstances locales et des solutions réalisables.

Face à ces énormes défis, les agricultrices rurales continuent de faire preuve d'une ténacité admirable, en cultivant des aliments nutritifs pour nourrir leurs familles et leurs communautés, grâce à l'utilisation de pratiques agricoles agroécologiques.

La prise de parole

Afin d'informer les publics clés de l'importance des systèmes alimentaires locaux, agroécologiques et équitables en temps de crise, le [Collaboratif des femmes africaines pour des systèmes alimentaires sains](#) travaille depuis 12 mois avec des femmes rurales dans des villages et des communautés en Zambie, au Zimbabwe, au Sénégal, en Ouganda et au Kenya, pour diffuser leurs histoires à un public plus large. Le Collaboratif, en partenariat avec des journalistes locaux, a soutenu la production de 40 heures de programmes radiophoniques en langues locales au Sénégal, et 4 articles publiés dans des journaux nationaux au Nigeria et au Ghana. En outre, cinq chaînes de

télévision au Kenya (TV47 Kenya, KTN News, iNooro TV, NTV Business et KBC Channel 1 News) ont présenté des travaux soutenus par Le collaboratif dans les comtés d'Isiolo et de Marsabit au Kenya.

Ces travaux publiés (émissions de radio, articles et vidéos) transmettent clairement la contribution et les réalisations des paysannes et des femmes autochtones dans le maintien de systèmes alimentaires sains, le manque de droits et de ressources auxquels elles sont confrontées, et les actions nécessaires pour changer leur situation. Beaucoup se sont prononcées avec force pour l'adoption et l'amélioration des pratiques agroécologiques, la nécessité pour les femmes d'avoir des terres productives sécurisées, des niveaux significatifs de crédit pour soutenir une production accrue, et le droit de développer et d'utiliser leurs propres semences locales.

L'importance de l'agroécologie

L'agroécologie est la pratique et la science qui consiste à appliquer des concepts, des connaissances et des principes écologiques à la conception et à la gestion des systèmes alimentaires et agricoles. Les approches agroécologiques comprennent la diversification des cultures, le travail du sol de conservation, les engrais verts, le compost organique, la lutte biologique contre les ravageurs et la collecte des eaux de pluie. Cela aide à la conservation de la terre et l'environnement, en les rendant plus résistants aux extrêmes climatiques et en garantissant que des aliments sains et nutritifs sont disponibles dans les communautés rurales et urbaines. Grâce à la pratique de l'agriculture



Anne Mutale, une paysanne de la région de Luano en Zambie tenant certaines de ses semences locales. Photographie de Maimbolwa Mulikelela

agroécologique, les paysannes et les femmes autochtones sont en mesure de fournir de manière constante des aliments nutritifs et sains à leurs familles et communautés, tout en gagnant leur vie pour subvenir aux besoins de leurs ménages.

Les paysannes et les femmes autochtones adoptent des pratiques agricoles agroécologiques

Dans la région de Luano en Zambie, Anne Mutale, 65 ans, a commencé à cultiver il y a plus de 30 ans, dans un village appelé Luwingu. Mme Mutale cultive une variété de cultures biologiques telles que le maïs, le niébé, les arachides, les haricots, les patates douces et le manioc, pour se nourrir et générer des revenus. Elle a déclaré qu'elle cultive ces cultures en raison de leurs valeurs nutritionnelles et des ingrédients qu'elles contiennent dans les repas traditionnels. Elle a expliqué que ses efforts contribuent à la sauvegarde des semences locales, malgré le manque d'installations de stockage standard.

« Je conserve les semences locales pour les planter la saison prochaine car elles sont saines, contrairement aux semences hybrides. J'utilise normalement des cendres ou des citrons pour conserver mon maïs, mes haricots, mes arachides, mon niébé et mes graines de citrouille, pour les réutiliser la saison suivante », explique Mme Mutale. « Je peux utiliser à la fois des haricots frais et secs ; mais lorsqu'on veut les conserver, il faut les sécher, y compris les feuilles. Pour les feuilles de haricot, on les fait bouillir un peu et on ajoute un peu de sel avant de les sécher au soleil. La même méthode est utilisée pour les feuilles de niébé. De même, les graines de citrouille sont séchées au soleil pour être utilisées la saison suivante. Nous utilisons également les feuilles comme légumes, et nous les séchons pour ne pas manquer de nourriture chez nous ».



Anne Mutale discutant avec d'autres femmes rurales de la préservation des semences locales. Photographie de Maimbolwa Mulikelela

Les paysannes et les femmes autochtones pratiquent également une agriculture agroécologique en utilisant des méthodes d'agriculture biologique pour lutter contre les ravageurs et les maladies, sans utiliser de pesticides et d'engrais chimiques agricoles qui contaminent les aliments.

Nyengetera Munyani, une paysanne dynamique de 70 ans, de Zvishavane, dans la province des Midlands, au Zimbabwe, possède sept hectares de terres sur lesquelles elle cultive de petites céréales : mil, macia, rapoko, sorgho et pois. Elle a expliqué comment elle utilise des méthodes biologiques pour lutter contre les ravageurs.

« J'utilise des feuilles de papayers, que je broie pendant qu'elles sont encore fraîches et que je mélange avec de l'eau. Je vaporise mes cultures avec cette solution qui règle le problème des ravageurs et des maladies. Il y a aussi des arbres indigènes comme le mutsviri et le mutovhoti dont nous brûlons les écorces et répandons les cendres sur nos récoltes. »



Nyengetera Munyani, une paysanne de Zvishavane, dans la province des Midlands au Zimbabwe, présente ses graines lors d'un « Good Food Festival ». Photographie de Paidashe Mandivengerei

L'adoption de pratiques agricoles agroécologiques par les paysannes et les femmes autochtones a également uni les communautés locales, en offrant des opportunités de partage et d'apprentissage aux agricultrices rurales.

Dans la région de Shashe à Mashava, dans la province de Masvingo au Zimbabwe, Vongai Mudzingwa, une paysanne de 48 ans et gardienne de semences, a expliqué comment l'agroécologie réduit sa charge de travail agricole, améliore sa vie sociale et unit sa communauté.

« Lors de la semence et de la récolte, nous appelons nos voisines et travaillons ensemble en équipe. Cela a favorisé l'unité entre nous. En tant que femmes gardiennes de semences, nous utilisons les semences des femmes et l'agriculture agroécologique. Nous sommes maintenant unies parce que nous utilisons les mushandirapamwe », a-t-elle déclaré.



Vongai Mudzingwa, une paysanne de la région de Shashe à Mashava, dans la province de Masvingo au Zimbabwe dans sa banque de graines. Photographie de Paidashe Mandivengerei

« Mushandirapamwe » est un mot shona qui se traduit approximativement par « travailler ensemble », et c'est une pratique très courante chez les femmes dépositaires de semences à Shashe.

« Grâce à l'agroécologie, nous avons même du temps libre. En tant que femmes gardiennes de semences, nous avons créé un « stokvel » ; et le jeudi, nous nous rencontrons et partageons des idées d'agriculture agroécologique, échangeons des semences, ainsi que d'autres équipements de cuisine et produits d'épicerie que nous achetons avec l'argent que nous obtenons de la vente de nos produits agricoles », a-t-elle déclaré.

Paysannes et femmes indigènes bravent la pandémie de la COVID-19

La pandémie de la COVID-19 a entraîné des perturbations mondiales généralisées. Bien que l'on ait beaucoup parlé de l'impact sur la santé et l'économie mondiales, on parle peu de l'énorme impact de la pandémie sur le maintien de systèmes alimentaires sains, en particulier dans les communautés locales des pays en développement. L'agriculture, qui est la seule source de revenus pour de nombreuses paysannes et femmes autochtones africaines, était presque impossible pendant le confinement mondial généralisé, menaçant non seulement les revenus de ces agriculteurs, mais aussi la disponibilité d'aliments nutritifs pour leurs familles et les communautés locales.

Cependant, les paysannes africaines et les femmes autochtones ont tout bravé et, grâce à leur courage, leur persévérance, leur connaissance de l'agroécologie et des [banques de semences](#), elles ont continué à fournir des aliments sains et nutritifs à leurs familles et communautés.

Ndakaitei Ndoorwi, une petite agricultrice biologique du village de Mupata, du Ward 22 Gutu Central, de la province de Masvingo au Zimbabwe, a déclaré que, comme partout ailleurs, la pandémie de la Covid-19 a eu un impact négatif sur ses activités agricoles. Elle s'est souvenue du moment où elle ne pouvait pas interagir avec ses voisines, partager des idées agricoles et partager des semences, à cause du confinement résultant de la pandémie de la Covid-19.

« La pandémie de la Covid-19 a eu des effets négatifs sur mon agriculture, car nous étions tout le temps confinées chez nous. En tant que petits agriculteurs, nous ne pouvions pas organiser d'événements comme les « Good Food Festivals » et les programmes d'échange de semences, où nous partageons des idées agricoles. D'un autre côté, cela nous a donné plus de temps pour travailler dans nos jardins, qui sont dans nos cours. »

Néanmoins, elle est restée courageuse et, avec le soutien du projet de semences de femmes mis en place par le [Collaboratif des femmes africaines pour des systèmes alimentaires sains](#), elle a pu surmonter la plupart de ses difficultés.



Ndakaitei Ndoorwi, une petite agricultrice biologique du village de Mupata, du Ward 22 Gutu Central, de la Province de Masvingo au Zimbabwe, expose ses semences à Gutu. Photographie de Paidashe Mandivengerei

« La pandémie s'est accompagnée de plusieurs défis ; mais avec les informations sur l'agroécologie et les semences pour femmes que j'ai reçues de ma défunte grand-mère, qui ont été renforcées par le projet de semences pour femmes, j'ai obtenu de bonnes récoltes. Je crois aussi qu'en mangeant des aliments issus de graines de femmes, ma santé s'est améliorée, et c'est pourquoi je n'ai pas contracté le Covid-19 », a déclaré Ndakaitei.

Une autre paysanne, Exude Mawara Munyani, de Shashe dans la province de Masvingo au Zimbabwe, a déclaré qu'elle avait une lourde charge de travail dans son champ après l'interdiction des rassemblements. Cependant, avec l'utilisation accrue de semences locales, elle était ravie d'obtenir des produits excédentaires, qu'elle vendait localement et utilisait les recettes pour payer les travailleurs.

« La pandémie de la Covid-19 a vraiment perturbé nos activités agricoles. Nous n'avons pas le droit de nous rassembler, donc nous ne pouvions pas travailler en communauté dans nos champs (mushandirapamwe). Il pleuvait, les mauvaises herbes poussaient dans les champs, et il n'y avait pas grand-chose à faire. Cela a presque refroidi notre esprit ; mais nous avons persévéré et formé de petits groupes d'environ quatre à cinq personnes pour nous entraider dans le travail sur le terrain », a-t-elle déclaré.

Obstacles auxquels sont confrontées les femmes paysannes et autochtones

Bien que les paysannes et les femmes autochtones africaines se soient engagées à utiliser des principes agricoles agroécologiques qui renforcent la résilience aux extrêmes climatiques et défendent les semences indigènes, elles sont confrontées à de fortes contraintes en termes d'accès aux ressources productives. En racontant leurs histoires au Collaboratif, beaucoup ont dénoncé leur manque de droits fonciers et leur accès limité au crédit et aux semences locales.

Dans le district de Shibuyunji, dans la Province Centrale de la Zambie, plusieurs femmes interrogées n'avaient aucun contrôle sur les terres qu'elles utilisaient pour l'agriculture et dépendaient de leur conjoint ou des parents. Sans l'utilisation sûre des terres pour rentabiliser leurs investissements, elles sont moins susceptibles d'appliquer les pratiques agroécologiques qui garantissent des systèmes alimentaires durables et peuvent se tourner vers des solutions à court terme, qui produisent plus rapidement des aliments, rejetant ainsi les cultures indigènes au profit de nouvelles semences qui ont peu ou aucune valeur nutritive et des produits chimiques nuisibles au sol.



Restina Mumba travaillant sur son champ dans le district de Petauke, province orientale, Zambie. Photographie de Maimbolwa Mulikelela.

« Nous avons des terres, mais elles appartiennent à mon mari... c'est quatre hectares. Afin de pouvoir m'en servir pour l'agriculture, je dois demander la permission à mon mari, qui décide du type de cultures à cultiver ; et les recettes des cultures que nous cultivons et vendons sur la propriété doivent être déclarées et partagées », a déclaré Mme Universe Mafuta Mazaba.

Restina Mumba, une paysanne basée à Petauke en Zambie, a également raconté à quel point il lui a été difficile d'acquérir des terres auprès des chefs traditionnels.

« Je pense que les chefs devraient nous aider en tant que femmes, non seulement à accéder à la terre, mais aussi à nous donner des certificats pour le lopin de terre qu'ils nous offriraient, afin que nos enfants puissent également en bénéficier. C'est le moment où nous pouvons défendre nos droits. Nous méritons mieux... Nous voulons être indépendantes afin de pouvoir cultiver des aliments à valeur nutritive », a-t-elle déclaré.

En Ouganda, de nombreuses agricultrices à petite échelle sont confrontées à une concurrence croissante pour les terres. Nagitta Rose, une petite agricultrice de 57 ans à Bubanzi, dans le district de Mityana, était autrefois une agricultrice de premier plan dont les produits suffisaient à nourrir la communauté. Elle avait espéré que la terre qu'elle cultivait serait l'héritage de ses enfants. Malheureusement, son mari a été impliqué dans un accident de moto début 2021, qui l'a laissé cloué au lit, incapable de contribuer aux activités agricoles ou de protéger leurs terres. Leur ferme, une superficie de 5 acres avec un marais à la fin du terrain, a attiré de nombreuses personnes qui veulent récupérer le marais, ce qui a conduit à différentes revendications de propriété sur la terre. Sans titre de propriété ni preuve formelle de propriété, Nagitta est incapable de défendre la terre contre les intrus.

L'accès limité au crédit est étroitement lié à l'absence de droits fonciers.

La plupart des facilités financières et de crédit exigent que le demandeur de prêt ait une garantie subsidiaire pour être admissible à un prêt. Étant donné que les lois coutumières autorisent rarement les femmes à partager les droits de propriété foncière avec leurs maris, et parce que les femmes chefs de famille sont souvent exclues des régimes de droits fonciers, elles ne peuvent pas fournir la garantie exigée par les institutions de prêt.

Les taux d'intérêt élevés sur les prêts font qu'il est extrêmement difficile pour les petits exploitants agricoles de rembourser leurs prêts. C'est la raison pour laquelle très peu d'institutions financières sont disposées à octroyer des prêts aux petits exploitants agricoles. En outre, un faible niveau d'éducation fait qu'il est difficile pour de nombreux petits exploitants agricoles de comprendre et de suivre les politiques et procédures de prêt des institutions financières.

Nakitto Ruth de Katosi, dans le district de Mukono, en Ouganda, est une veuve de 64 ans avec des petits-enfants à éduquer et à nourrir. Depuis la mort de son mari en 1986, elle a dû se battre avec des usuriers pendant de nombreuses années. Elle a obtenu un prêt de deux millions de shillings ougandais (environ 560 dollars américains) d'un projet de microfinance dirigé par une église, pour investir dans son entreprise avicole afin d'acheter du poulet, de l'alimentation pour la volaille, et des matériaux de construction, en utilisant la maison que son défunt mari lui a laissée comme garantie subsidiaire. Elle était censée effectuer des remboursements mensuels sur une période d'un an. Malheureusement, tous ses poulets (poulets de chair) sont morts de maladie. Avec l'expiration de la période de remboursement du prêt, sa chasse à l'argent a commencé. La pandémie de la COVID-19 et les restrictions en place ont aggravé la situation déjà critique. Les graines de café qui, espérait-elle, l'aideraient à rembourser les prêts, ont fait face à une baisse de prix et les acheteurs se sont fait rares. Avec l'aide de son fils, Ruth a remboursé la moitié du prêt. Elle espère qu'il n'y aura plus de blocages et qu'elle pourra vendre son café pour rembourser le reste du prêt dès que possible, afin de sauver sa maison.

Malgré tout cela, Ruth a la chance d'avoir une garantie subsidiaire. La plupart des femmes manquent de garanties en raison de normes et de préjugés culturels ; cela limite leur capacité à obtenir des crédits pour des investissements significatifs et réduit leur capacité à augmenter la production et la transformation d'aliments sains.

Les paysannes africaines et les femmes autochtones sont également confrontées à un accès limité aux semences locales, à de mauvaises techniques de conservation dues à des installations de stockage peu fiables et à l'absence de banques de semences standard qui menacent la sécurité alimentaire des communautés locales. En l'absence d'installations de stockage standard, les paysannes sont obligées de recourir à des techniques de conservation autodidactes, qui peuvent être inadaptées, entraînant des pertes de semences et de produits agricoles.

Intégrer l'agroécologie dans les systèmes alimentaires

Le Collaboratif s'engage à promouvoir les droits et les ressources des femmes paysannes, pastorales et autochtones selon leurs souhaits et priorités exprimés. En réponse à l'appel à une plus grande intégration de l'agroécologie dans la production alimentaire, le Collaboratif a identifié les éléments clés suivants d'un système alimentaire sain que les femmes rurales sont en train de créer :

- Les aliments sont produits à l'aide de pratiques écologiques qui améliorent la santé et la qualité du sol, de l'eau, de l'air et des semences, et réduisent l'impact du changement climatique ;
- Les aliments sont transformés, commercialisés et consommés de manière nutritive, sans produits chimiques et ils sont abordables ;
- La diversification des cultures vivrières et de l'élevage indigènes est adoptée, appliquée et promue ;
- Un environnement non violent reconnaît et soutient le rôle essentiel des femmes dans des systèmes alimentaires sains ;

- Les femmes ont des droits et un accès aux ressources productives, en particulier la terre et les semences indigènes ;
- Les femmes rurales occupent des postes de direction et de décision (élues et nommées).

Ces six principes ont évolué à partir des principes conceptuels d'un système alimentaire féministe que le Collaboratif a identifié lors de ses recherches sur l'agroécologie féministe au cours des deux dernières années.

Appui à l'agriculture agroécologique des femmes

Les paysannes africaines et les femmes autochtones restent imperturbables dans leur engagement envers la pratique de l'agroécologie, et continuent de jouer un rôle crucial dans le maintien de systèmes alimentaires sains. Les agricultrices rurales sont bien informées et ont une vaste expérience en tant que praticiennes dans tous les aspects du système alimentaire.

Cependant, les obstacles auxquels elles sont confrontées sont énormes et elles ne peuvent pas les surmonter seules. Elles ont besoin d'alliés pour travailler avec elles à travers des partenariats et des collaborations pour une vision partagée. Ceci est important car au fur et à mesure que la population mondiale continue de croître, le besoin d'une alimentation meilleure et de plus grande qualité sera impératif, en particulier compte tenu des divers défis sanitaires et environnementaux dans le monde. La pandémie de la COVID-19 a révélé que les vulnérabilités et les insuffisances du système alimentaire mondial persistent et, sous pression, réduisent la production, la distribution et la consommation alimentaires.

La pauvreté alimentaire s'aggravera au fur et à mesure que les impacts du changement climatique s'intensifieront et s'accéléreront, affectant l'accès à une alimentation abordable et de qualité, aggravant les problèmes de santé et renforçant les inégalités. Dans l'ensemble, les femmes, les enfants, les personnes âgées, les autochtones et les personnes handicapées sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire grave et à la malnutrition.

Par conséquent, les organisations de défense des droits des femmes et de la souveraineté alimentaire, ainsi que d'autres parties prenantes, ont un rôle essentiel à jouer dans la lutte contre la discrimination dans l'accès des femmes à la terre et aux ressources naturelles, et dans la réduction des écarts entre les sexes en matière d'éducation, de la formation et des finances rurales - tous essentiels pour permettre aux paysans ruraux femmes d'accroître la productivité agricole et de promouvoir des pratiques agricoles durables. Il est essentiel de briser les barrières juridiques et culturelles à l'engagement total des femmes dans le système alimentaire.

Conclusion

Les systèmes alimentaires sains incluent la santé des ressources naturelles (graines, sol et eau) et sont également essentiels à la santé du corps et de l'esprit des personnes, en s'attaquant aux problèmes de malnutrition et aux maladies liées à l'alimentation telles que l'obésité, le diabète et la

congestion cardiaque. Compte tenu du rôle crucial des femmes dans la production et l'approvisionnement alimentaires, le Collaboratif des femmes africaines pour des systèmes alimentaires sains, prône vivement que les femmes se voient accorder des ressources productives pour soutenir la production durable d'aliments sains, en utilisant des méthodes agroécologiques. Il y a un besoin urgent de collaboration et de formation de partenariats stratégiques qui s'attaquent à l'accès limité des paysannes et des femmes autochtones aux ressources productives, et le Collaboratif des femmes africaines pour des systèmes alimentaires sains est ouverte à de telles collaborations et partenariats mutuellement bénéfiques.